



FSU du Val-de-Marne

Bulletin n°136

Septembre 2022

Sauver les services publics : Il y a urgence !



Fédération Syndicale Unitaire du 94

EPA-SNASUB, SNEP, SNEPAP, SNES, SNESup, SNETAP, SNICS, SNIPES-PJJ, SNPIEN, SMOJAS-FP, SNUJER, SNUJEP, SNUipp, SNUJPDEN



Après les réformes successives des gouvernements néolibéraux visant uniquement le profit et la rentabilité, les services publics ne peuvent tout simplement plus assurer un service décent aux usagers. Cette situation impacte toute la population : des personnels sous-payés, surmenés, précaires pour un nombre grandissant et des usagers laissés à l'abandon dans une période de crise sociale, énergétique, écologique et sanitaire grave, des élèves qui voient leurs conditions d'étude se dégrader, faute de moyens.

La FSU exige la titularisation de tous les personnels enseignants et AESH de manière à leur garantir la stabilité et un salaire digne et leur témoigner une reconnaissance professionnelle. Si le recours aux contrats se généralise, il n'y aura plus aucune entrave à la destruction de l'école publique voulue par la macronie.

Et le gouvernement actuel ne s'arrêtera pas en si bon chemin, puisqu'il veut détruire les lycées professionnels et qu'il remet déjà sur le devant de la scène la réforme des retraites, repoussée mais pas oubliée. En plus des analyses tronquées du rapport du COR (conseil d'orientation des retraites), il avance une prétendue urgence financière. Derrière cette fausse urgence, il y a surtout la volonté de faire baisser les régimes de retraites pour financer les multinationales par des baisses d'impôts et d'ouvrir le juteux marché des pensions aux fonds privés. Pour la FSU94, il y a urgence à se mobiliser contre ces réformes qui vont entraîner une paupérisation générale, il y a urgence à refuser la baisse de notre pouvoir d'achat après des années de gel du point d'indice et un débloqué estival de 3.5% qui ressemble à une aumône en cette période de très forte inflation. Ne pas augmenter le salaire des profs, c'est organiser la pénurie qui permettra de justifier l'emploi de personnels moins qualifiés et la casse du statut qui en résultera.

La journée de mobilisation intersyndicale du 29 septembre est une première étape. Une rattrapage salarial réel pour tout.tes et sans contrepartie doit être inclus dans une revalorisation globale des métiers de la fonction publique.

La FSU94 organise un stage le 24 novembre intitulé « Fonction Publique et Précarité » (inscription avant le 24 octobre, voir page 8) pour donner un éclairage sur



l'histoire de la destruction du statut de fonctionnaire dans les services publics, sur la situation actuelle dans l'éducation nationale et pour proposer des leviers de lutte contre la casse de la fonction publique. Inscrivez-vous et venez nombreux.ses !

■ Cécile Quinson

Plus de place dans les classes !

La rentrée dans les collèges et lycées du Val-de-Marne est catastrophique, comme l'avaient prédit les militant-es du SNES-FSU 94. Preuve s'il en fallait, le lundi 5 septembre, à l'appel du SNES-FSU 94, 5 collèges étaient en grève et rassemblés sous les fenêtres de l'Inspection académique. Leur revendication était la même : ouvrir des classes afin d'assurer un service public de qualité aux élèves accueilli-es. En effet, dans ses collèges, la barre fatidique des 30 élèves par classe est allègrement dépassée. La mobilisation a payé puisque très rapidement des abondements en heures ont été allouées aux établissements.

Toutefois, cette réponse, même si elle marque une première victoire syndicale, reste insuffisante et c'est bien des ouvertures de classes immédiates qui permettront une amélioration des conditions de travail des personnels et des conditions d'apprentissage des élèves. Ne nous y trompons pas, les collèges mobilisés ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Partout dans le Val-de-Marne, les collègues, quel que soit leur poste, sont en souffrance. Leurs conditions de travail sont dégradées à cause de la politique d'austérité du gouvernement appliquée avec zèle par ses relais académiques et départementaux.

Dans les lycées la situation n'est pas plus réjouissante. Comme en collège, les postes vacants se multiplient. Malgré les beaux discours du Recteur et du Ministre, il n'y a pas un adulte devant chaque classe, et encore moins un-e professeur-e. À cela s'ajoute d'importants problèmes, liés à la réforme des lycées, les emplois du temps ne sont pas satisfaisants, nombreux-ses sont les collègues qui travaillent sur 6 jours, en ne faisant que quelques heures par jours. Les effectifs explosent atteignant dans certains

établissements 40 élèves par classes ! Les collègues de lycée sont fatigué-es par 3 années au cours desquelles les services, les conditions de travail et d'examen n'ont fait que changer constamment. La suppression des E3C continue de détruire le caractère national du Baccalauréat, les élèves ne passant plus que les épreuves de Philosophie, de spécialités et du Grand Oral. La révision des notes du bac partout en France a largement contribué à terminer de rompre la confiance entre les enseignant-es et leur institution.

Dans ce contexte les liens avec les directions ne cessent de se dégrader. La lutte victorieuse des collègues du lycée Léon Blum de Créteil, accompagné-e par le SNES-FSU 94, en est l'illustration. Et ce, malgré le communiqué honteux du Recteur tentant d'inverser les responsabilités, alors même que les alertes sur la situation se sont amassées depuis décembre 2021.

Il est urgent de donner aux établissements du Val de Marne, et de France, les moyens de faire réussir les élèves. Comme partout dans le pays, les personnels sont épuisé-es, leurs conditions de travail dégradées et leurs revendications méprisées. Ce ne sont ni les nouvelles missions proposées par le ministre, visant à détruire le statut de fonctionnaire, ni la revalorisation fantôme, ni les débats au sein des établissements, nouvelle illustration du néo-management public mis en place dans l'Éducation, ni les recrutements en 30 minutes, qui endigueront la crise du recrutement et l'effondrement de notre système éducatif. Il faut investir massivement dans l'Éducation, immédiatement !

■ SNES 94



Lettre ouverte au Conseil Départemental

Créteil, le 5 Septembre 2022

Lettre ouverte à Monsieur le Président du
Conseil Départemental du Val de Marne,
A Madame la Vice-présidente chargée de la
prévention et de la protection de l'enfance et
de l'adolescence,
A Monsieur le Vice-président chargé des
ressources humaines,
A Monsieur le Vice-président chargé des
solidarités et de la petite enfance,

Mesdames, Messieurs,

Nous souhaitons vous alerter sur la situation très dégradée de l'équipe Enfance de l'Espace Départemental des Solidarités de Gentilly. Nous vous informons que cette équipe a déjà fait parvenir deux précédents courriers à votre attention et récemment une fiche Hygiène et Sécurité alertant des conditions préoccupantes d'exercices des missions de Protection de l'Enfance et des répercussions sur leur santé.

En effet, le sous-effectif **massif** et **récurrent** de personnel engendre pour les agents présents une souffrance et une charge mentale indéniable. Cet été, par exemple, sur une équipe 10 travailleurs sociaux, il ne restait que deux agents présents pour pallier les nombreuses missions dévolues.

Les départs à répétition entraînent un cercle infernal qui ne permet pas de traiter les missions courantes de Protection de l'Enfance, puisque les agents présents se retrouvent contraints à devoir gérer les urgences liées aux absences. Cet état de fait les épuise à leur tour et tout cela au détriment des enfants confiés, de leur bonne prise en charge et de leur parcours.

Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Vice-présidents, cette situation de sous-effectif massif existe également dans d'autres équipes de la Protection de l'Enfance en EDS. Pour cause, Madame la directrice adjointe de la DPEJ évoque elle-même, à propos des postes vacants en protection de l'enfance en EDS : d'une situation de « *crise profonde* » ...et ajoute que « *cela devient de plus en plus critique* » ... Source : Article du Parisien en date du 23 Août 2022. L'article mentionne également que dans les équipes DPEJ en EDS il y aurait un peu moins de 20% de postes vacants. Et cela, sans compter les postes gelés, les non remplacements, les collègues absents pour maladie car la charge n'est plus tenable.

Jusqu'où devons-nous aller ?

Cette situation prégnante n'a que trop duré : elle n'est pas sans conséquence pour les professionnels qui s'épuisent et assistent, impuissants, à une situation qui les met en souffrance

au travail.

Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Vice-présidents, vous êtes responsables de la santé physique et psychique de vos agents. En conséquence, que proposez-vous pour les aider, les soutenir, les décharger ? Que proposez-vous également pour redonner du sens à leur travail et aux missions quotidiennes qu'ils effectuent dans le cadre de la protection de l'Enfance, et plus largement aux missions des services sociaux départementaux, et de la protection maternelle infantile ?

Tous ces secteurs sont sinistrés, et il est donc urgent d'agir.



Votre responsabilité est engagée autant sur les professionnels que sur les prises en charge des jeunes qui ne sont pas à la hauteur d'un service public départemental.

Aujourd'hui, nous nous inquiétons face aux difficultés de recrutement de travailleurs sociaux et médico-sociaux qui touchent l'ensemble du secteur (difficultés repérées depuis de longues années mais qui n'ont pas engendré de réponses de la collectivité sur cette réalité, ce qui laisse craindre qu'il n'y ait aucune avancée). Mais ce qui nous inquiète encore plus, ce sont les départs répétitifs de professionnels que nous n'arrivons pas à accompagner de manière constructive dans leur prise de fonction afin qu'ils puissent appréhender sereinement leurs missions. Comment leur donner envie de rester dans la collectivité sans les valoriser, sans redonner du sens à leur travail, sans geste fort de votre part ?



Enfin, la situation de l'EDS de Gentilly n'est pas isolée, malheureusement loin s'en faut, puisque d'autres services Enfance, services d'action sociale et PMI sont également dans cette situation.

Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Vice-présidents, il est temps que la collectivité se penche sérieusement sur cette situation et apporte des réponses urgentes et dignes d'un service public départemental répondant à ses missions obligatoires aussi sensibles et importantes ! Nous proposons et réitérons notre demande d'organisation d'Etat généraux du Travail Social (que nous portons en intersyndicale

avec la CGT et l'UGICT) afin de re-poser les bases prioritaires de nos missions dans l'intérêt des enfants qui nous sont confiés ainsi que dans l'assurance de la préservation de la santé des agents dont vous avez la responsabilité.

Nous réaffirmons que le Ségur du Social n'est pas la seule réponse aux difficultés du terrain. Ce dispositif écarte malheureusement de fait les nombreux professionnels des EDS, des PMI, de la MDPH, des évaluateurs de la DA..., les nombreux collègues de la filière administrative (y compris en central) et les auxiliaires de puériculture qui œuvrent au quotidien à remplir les missions obligatoires du département.

Sans ces collègues administratifs et du secteur médico-social, les missions du département ne seraient pas remplies. Il est temps de valoriser également le travail et l'engagement quotidien de ces collègues.

Nous demandons une rencontre en urgence avec tous les acteurs au sein de votre collectivité afin de mettre en œuvre une vraie politique pour les agents œuvrant dans ces services **avec des moyens complémentaires dédiés.**

Il y a 9 mois, Monsieur le Président, vous aviez donné votre accord à la mise en œuvre des Etats Généraux, que s'est-il passé depuis ?

■ SNUTER 94

alerte sur l'école publique !

Nous anticipions une rentrée catastrophique, et de multiples classes sans enseignant. Le ministère a réussi à sauvegarder les apparences, mais à quel prix ?

La rentrée a été chaotique, avec des nominations de dernière minute à la pelle. La directrice académique avait limité au maximum les ouvertures de classes en juin pour « économiser » 77 postes : des postes qui auraient dû servir à alléger des effectifs. Et encore une fois cette année, elle a procédé à des fermetures de classe le jour de la pré-rentrée, ce qui est extrêmement brutal pour les équipes qui doivent tout revoir et pour les collègues contraints de quitter les écoles.

Une rentrée au prix de la précarité...

La précarité s'installe dans le premier degré, conséquence directe de la politique néolibérale agressive menée par les gouvernements successifs de la Macronie. Pendant ce temps des « listes complémentaires » d'autres départements n'ont pas été appelés et notre demande d'organisation d'un concours exceptionnel niveau Licence n'a pas été entendue.

On constate la fragilité de l'édifice dans le Val-de-Marne :

- 273 contractuel.les sont devant élèves, une majorité découvre l'enseignement.
- l'enseignement est aussi massivement assuré par des fonctionnaires-stagiaires : 179 à mi-temps, et 74 à plein temps, soit 253 collègues... livrés eux aussi à eux-mêmes devant les élèves.
- 129 décharges de direction sont assurées par des étudiant-es-contractuel-les en Master de sciences de l'éducation.

☞ Les remplaçants sont déjà presque tous affectés dans des classes.

Cette rentrée est aussi une rentrée bombe à retardement

Qu'en sera-t-il dans les classes en octobre ? Les nouveaux collègues, jetés en classe sans formation, auront-ils tenu le choc ? Où en sera-t-on de la problématique des remplacements quand les collègues tomberont

malades ou face à la remontée des contaminations Covid ?

L'ASH, dernière roue du carrosse

Les conditions d'accueil des élèves en situation de handicap sont plus difficiles que jamais : 41 ULIS dans le département étaient sans enseignants le jour de la rentrée, et on manque d'AESH dans toutes les écoles ! Des élèves ne sont pas scolarisés faute de l'accompagnement adéquat, au mépris de la loi. Certain-e-s AESH suivent jusqu'à 6 élèves, au mépris du sens de leur métier et de leur santé au travail, alors que certains enfants devraient être accompagnés à plein temps. Encore une fois nous voyons les conséquences de la politique de la mutualisation et de la gestion par les PIALS, on « mutualise » pour « économiser » quoiqu'il en coûte pour les personnels, des enfants et de leur famille.

La machine néo libérale de destruction de l'école touche d'abord les plus fragiles : les zones populaires et les élèves en situation de handicap. Faute d'enseignants formés, ce sont des contractuels qui prennent les postes spécialisés.

On nous alerte sur des situations de mise en danger des élèves faute d'accompagnement par des AESH en nombre suffisant - et le recteur, par-dessus le marché, nous annonce qu'il n'y a plus de budget pour recruter.

Nous saisisons à nouveau la Défenseure des droits, un an après une première saisine ; nous défendrons un statut de fonctionnaire pour les AESH ; nous défendrons la revalorisation sans contrepartie des personnels de l'éducation : 300 euros pour toutes et tous, dès maintenant.

■ SNUIPP94



Communiqué du 06/09/2022

La FSU est attachée à une véritable refondation de la démocratie sociale, dont la revitalisation est un élément déterminant pour redynamiser notre modèle de société.

Elle n'accepte pas que cette préoccupation puisse être détournée dans le cadre de ce que le Président de la République désigne dans une démarche labellisée « Conseil National de la Refondation ». A ce jour, la FSU n'a été ni informée, ni consultée, sur la méthode, l'ordre du jour, les objectifs de cette initiative gouvernementale qui, à cette heure, n'apparaît que comme un objet de communication gouvernementale.

Parce qu'elle est viscéralement attachée à porter partout la parole des salarié-es qu'elle représente, celle-ci ne saurait être utilisée de quelque manière que ce soit pour une telle communication.

C'est pourquoi, elle décide de ne pas se rendre à la première réunion prévue jeudi 8 septembre, dont elle n'en sait ni les principes d'organisation ni les objectifs poursuivis.

Le Président de la République, dont le précédent quinquennat a été marqué par la mise à l'écart systématique des organisations syndicales et le refus de faire vivre un dialogue avec l'ensemble de la société civile, qu'illustre notamment l'expérience de la Convention citoyenne sur le climat, semble récidiver ici sur le fond comme sur la forme.

La crise que traverse notre démocratie impose d'autres réponses que des effets d'annonce ou le contournement d'instances existantes comme le Parlement ou le CESE, ou les instances de représentation des personnels ou des salarié-es qui ont été affaiblies lors du précédent quinquennat.

Pour la FSU, le gouvernement devrait donc en premier lieu s'engager à revitaliser les instances de dialogue social dans lesquelles elle est force de proposition dans la Fonction publique comme dans les ministères tant au niveau local que national.

Par ailleurs, comment prétendre parler

«refondation » quand les discussions ne porteront pas sur les droits des salarié-es dans les entreprises, sévèrement écornés par les lois travail successives, sur les droits des privé-es d'emploi avec la réforme de l'assurance-chômage, et sur ceux des agent-es des Services publics, gravement remis en cause par la loi Dussopt (suppression de nombre de capacités de contrôle des commissions paritaires, réduction du nombre d'élu-es, attaques contre les CHSCT...) ?

La démocratie sociale a besoin, avant tout d'un syndicalisme respecté et écouté, à l'inverse de ce qui a été fait durant le quinquennat précédent par les mêmes qui convoquent aujourd'hui cette réunion.

Dans ce contexte, se référer au CNR de 1944, celui qui a jeté les bases d'une démocratie politique mais aussi sociale, sanitaire et économique, est à contresens de l'Histoire quand la version de 2022 s'inscrit dans le cadre imposé de l'austérité budgétaire et d'attaques programmées contre la sécurité sociale, de nouvelles menaces sur les conditions d'exercice du droit à la retraite, sur fond de refus d'engager une politique plus redistributive.

La FSU défend une autre conception du dialogue social et regrette profondément que les conditions d'un véritable échange pour envisager les mesures visant à améliorer conséquemment les conditions de vie de l'ensemble de la population ne soient pas réunies pour cette réunion.

Derrière l'affichage d'une « nouvelle méthode », les actes ne suivent pas. Il y a pourtant urgence à entendre la voix du monde du travail, la FSU reste déterminée à porter cette voix.

La FSU reste disponible et demandeuse d'un dialogue social respectueux et utile pour changer le cours de la situation actuelle et gagner des améliorations pour les conditions de vie, de rémunération et de travail pour toutes et tous.

■FSU



